

La dépossession tranquille

Éric Pineault

Number 302, Winter 2014

Rétro, les classes sociales ?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/70529ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Pineault, É. (2014). La dépossession tranquille. *Liberté*, (302), 10–19.

LA DÉPOSSESSION TRANQUILLE

Des décisions économiques et politiques attaquent tous les jours l'héritage de la Révolution tranquille. Mais pour que ce plan fonctionne, il faut d'abord que la classe moyenne n'y voie rien. Comment y arrive-t-on ?

ÉRIC PINEAULT

PORTRAIT GASPÉSIEN

L'HELICOPTÈRE SURVOLA lentement Carleton – devenue sur Carleton-sur-Mer, pour mieux vendre sa prétention d'être une station balnéaire tendance – s'immobilisant ça et là comme pour laisser les passagers prendre le temps de découvrir – jouqués dans le ciel – les attrails et paysages qu'admirent d'habitude les gens de la fenêtre de leur voiture. Puis il reprit soudain son vol vers l'est.

Il atterrit bruyamment à l'arrière du deuxième rang de Maria, sur une piste récemment construite au beau milieu de ce qui était encore, quelques mois auparavant, une prairie d'où on tirait de maigres balles de foin. Les habitants du rang s'étaient fait réveiller un matin de printemps par le vacarme des pelles mécaniques et des bulldozers levant un mur de terre et charriant d'immenses pierres. En quelques heures, un véritable oppidum, une enceinte de quelques mètres de haut, clôturait la terre. La rumeur disait qu'un membre d'une famille de riches magnats de Montréal avait fait bâtir dans le fond du bois une « monster house » de fin de semaine. De l'argent fait dans les grands chantiers de construction de la région de Montréal et un nom de famille qui aurait été cité par plusieurs témoins à la commission Charbonneau.

Au conseil de ville de Maria, on fit valoir qu'il était interdit d'ériger sans permis et sans consultation publique un ouvrage paysager d'une telle ampleur. Grossier, laid, insolent, arrogant, certes, mais vu les amitiés que les propriétaires entretiennent avec l'élite de la région, le mur était là pour rester, bien qu'ils aient généreusement consenti à le végétaliser. C'est donc derrière ce mur que le bruit de l'hélicoptère cessa et que les quelques invités du jour – partis de Montréal après le dîner – arrivèrent à temps pour l'apéro. Un bout de la Gaspésie que les Gaspésiens venaient de perdre. Quelques dizaines d'acres, un champ et une forêt emmurés qu'ils ne pourraient plus désormais traverser l'hiver en ski-doo ni fouler à pied l'été en passant d'un clos à l'autre. Pire, ils ne pourraient plus en voir l'étendue, le mur les ayant dépossédés du paysage qui avait toujours été là, à l'autre bout du rang. L'appropriation était totale. Un petit Sagard était apparu en Gaspésie.

On pourrait réduire cette histoire à une simple affaire de riches, dont la fortune, d'origine suspecte, les pousse à chercher la discrétion. Collusion, corruption, criminalisation d'industries, de mairies et de ministères sont des mots qui réduisent cette dépossession à un événement singulier, à un accident dérangeant, mais somme toute marginal – une anomalie dans notre

trajectoire historique. Et pourtant, les dépossessions de terres, de ressources naturelles, de droits sociaux, d'institutions, de revenus fiscaux, de la richesse collective, de pans du domaine public, de statuts et de protections sociales des gens ordinaires, ces dépossessions qui dissolvent le bien commun pour en faire la chose privée d'une élite et des grandes corporations se multiplient ici, en Amérique du Nord, et à travers le monde depuis une trentaine d'années.

Changeons donc de vocabulaire, oublions la consonance mafieuse du nom Accurso et retournons à notre tableau, qui met en scène un membre de l'élite économique, dont l'essentiel de la récente fortune est rattaché à l'explosion du développement urbain sur le pourtour de Montréal, à la construction de quartiers résidentiels et aux infrastructures de transport qu'ils nécessitent. L'immense puissance économique accumulée lui permet, entre autres, l'achat, la création et l'usage d'un domaine en Gaspésie – comme d'autres Montréalais profitent d'une propriété dans les Laurentides les fins de semaine. Au moment où ceux-ci s'entassent en masse sur l'autoroute 15 qui les mènera au chalet, ceux-là s'assoient dans le cockpit de l'hélico pour le court voyage qui les mènera à Maria. Un même désir, celui de sortir de la ville, mais un clivage fondamental dans les moyens de le réaliser.

D'un côté, une masse qui s'accommode de son entassement sur les autoroutes et viaducs, de l'autre, une élite qui survole le territoire. Ici, les deux groupes suivent des trajectoires distinctes, sans se rencontrer, chacun dans sa fuite. Mais qu'en est-il quand cet écart immense de moyens, de puissance, apparaît dans l'espace social ?

La dépossession ne vise pas qu'à réserver à l'élite une part du bien commun pour sa jouissance exclusive. À la limite, on pourrait s'accommoder de la multiplication de ces îlots d'espaces privatisés, laisser les riches s'exclure de la société, se terrer dans leurs forteresses et jouir de leurs domaines. On a connu pire, il fut un temps où les plus belles rivières et les plus beaux lacs de l'arrière-pays, les vues les plus spectaculaires du fleuve étaient interdits aux Canadiens français, à moins qu'ils soient serviteurs. «Maîtres chez nous» fut aussi une réaction à cette réalité. Mais ce n'est pas ce genre de dépossession auquel nous sommes actuellement confrontés, car celle-ci en effet n'a plus pour fin la jouissance que procure la possession du territoire. Cette spoliation est désormais productive. Elle produit la base à partir de laquelle cette élite construit son pouvoir, accumule de la puissance économique, et elle a lieu en français, dans le respect de la loi 101. Selon plusieurs critiques du néolibéralisme, la dépossession est la forme que prend la restauration d'un pouvoir de classe d'élite dans nos sociétés où la polarisation sociale a été amenuisée par la formation d'une classe moyenne salariée, élargie, hégémonique sur les plans culturel, politique et économique. Pour le dire crûment, pendant que les uns se lamentent sur la disparition de la classe moyenne, les autres, membres de l'élite, s'affairent activement à la détruire, car c'est de cette manière qu'elle construit son pouvoir sur la société. Le discours qui s'inquiète de la remontée des inégalités sociales en Amérique du Nord, en Europe, ici au Québec, voile de fait une nouvelle lutte de classes dans nos sociétés.

Ailleurs en Amérique du Nord, on commence à réaliser que c'est ce type de conflit social, qu'on croyait disparu avec les années trente, qui de nouveau fait l'histoire. Et faire l'histoire implique qu'on a des mots pour la dire, la narrer : un pour cent, *overclass*, *class war*, *decline of the middle class*, *corporate rule*,

super rich, *accumulation by dispossession*. La culture nord-américaine se voit contrainte de les formuler, de les accueillir pour donner un sens à ce qui la déchire. Et dans notre petit coin d'Amérique, nous échapperions à cette logique, à ces puissances ? Nous. Le mot est tombé, sautons sur l'occasion.

UN NOUS CLIVÉ

La Révolution tranquille a donné à la culture québécoise un *nous* qui lui permet de comprendre le conflit social et les contradictions polarisantes comme phénomènes qui s'articulent entre un intérieur et un extérieur définis en termes culturels et nationaux. Quand cette manière d'appréhender le monde ne verse pas dans un fâcheux ethnicisme – heureusement une attitude marginale malgré la prolifération des jambons dans le débat public –, le *nous* peut être un puissant agent politique d'intégration, de bon sens et, donc, d'exclusion de l'inacceptable, mais aussi d'appel à l'unanimité et au consensus. Voilà pourquoi nous avons une immense difficulté à voir, à comprendre et à exprimer les clivages, contradictions et polarisations

des droits sur les richesses naturelles par quelques entreprises privées, impossible ! On n'est pas le Dakota. Appropriation des revenus publics par une poignée de grandes firmes dans le cadre des PPP et de la réingénierie de l'État ? Pas ici, ici ce n'est pas l'Australie ni l'une des Carolines. D'ailleurs, pas non plus d'attaque concertée du patronat contre le droit du travail pour affaiblir les syndicats. On n'est pas au Michigan ! Impensable que tout cela puisse se faire en français, sans le *speak white* qui exprimait les clivages culturels et économiques hérités de la Révolution tranquille !

Notre *nous*, contre leur *them*, manié par le FLQ, Aquin, Miron, et repris au printemps 2012 dans toute sa puissance unanime, ne parvient plus à représenter le clivage de notre corps politique. Le phénomène de polarisation qui marque le Québec comme le reste de l'Amérique renvoie à des forces sociales organisées à l'échelle continentale (pensons à Québécois ou à Couche-Tard) et même globale (pensons à l'empire Desmarais qui s'étire jusque dans le cœur du continent européen). Le Québec ne confronte pas de manière unifiée et unanime des forces qui le traversent, au

contraire, elles le divisent, nous polarisent, clivent le *nous* d'une manière beaucoup plus agonistique et violente que le laisse croire le système binaire droite-gauche en vogue sur les plateaux de télévision, dans les studios de radio et sur les plateformes web. Gentil système d'oppositions simple et convenu, plus d'État, moins d'État, plus de régulation, moins de régulation, plus d'impôts, moins d'impôts, qui enferme le débat dans une opposition basée sur le principe réconfortant de l'alternance qui, à l'image d'un balancier en

équilibre, fait du centre le lieu du raisonnable et de la normalité. Un vide érigé en extrême vertueux et pragmatique. Ce système est incapable de manifester, de dire, de représenter, d'exprimer avec la profondeur nécessaire le réel conflit de classes qui se dessine et *nous* travaille déjà.

Devons-nous donc nous tourner vers ces images d'un passé tout récent, images un peu honteuses, un peu gênantes, sur fond de Révolution tranquille qui s'épuise ; un mouvement social qui se drape du rouge de Mao en rêvant de faire d'une grève un front commun, un soulèvement prolétarien, en rêvant

Stagnation des revenus de la majorité salariée, non monsieur !
Accaparement des droits sur les richesses naturelles par quelques entreprises privées, impossible !
On n'est pas le Dakota.

qui peuvent nous diviser, surtout quand les lignes de fracture qui traversent notre corps social se rattachent à des dynamiques économiques et politiques plus globales, canadiennes, continentales à vrai dire, et en partie mondiales. Mieux vaut se fermer les yeux, écouter les sirènes nous chantant les vertus d'un modèle québécois censé nous immuniser contre les logiques inégalitaires qui font l'histoire dans le ROC et aux États-Unis. Explosion des revenus des élites économiques, des PDG, directeurs et financiers, nenni ! Stagnation des revenus de la majorité salariée, non monsieur ! Accaparement

de révolution culturelle tout en refusant la souveraineté du Québec au nom de l'unité internationale de la classe ouvrière ? La lutte des classes s'exprime-t-elle encore avec les mots d'il y a deux siècles comme le croyaient les groupes marxistes-léninistes des années soixante-dix ? Non. Si prolétaires réduits à la misère il y a (surtout dans la Chine postmaoïste, en fait), ils sont une minorité dans une « société salariale » où presque tous se croient membre d'une grande classe moyenne, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a ni misère ni exploitation du travail par le capital. Mais ni la classe ouvrière ni le bourgeois, d'ailleurs, ne sont des référents identitaires signifiants et effectifs dans la culture actuelle du Québec. Ils tirent leur valeur symbolique d'une autre époque, d'un autre capitalisme, d'une autre lutte de classes mais ont perdu toute contemporanéité.

Fâcheuse situation que la nôtre, où la classe sociale qui mène activement la lutte pour élargir sa puissance et sa domination n'a pas de nom, et où celle qui en a un, la seule classe sociale que notre culture soit encore capable de nommer et de représenter, la classe moyenne, est incapable de se défendre en tant que classe dans cette lutte. Au contraire, la classe moyenne ne peut être que l'objet de lamentations, victime que la gauche autant que la droite prétendent défendre et protéger contre les idées et solutions de l'autre camp, selon ce principe pitoyable d'alternance qui ferme des portes plus qu'il n'ouvre de possibles. Et donc, pendant qu'alternent les solutions censées protéger la classe moyenne, l'autre classe, sans nom, l'élite que nous pourrions qualifier d'élite dépossédante, continue sa lutte contre ce que nous pensons être la société, legs culturel de la Révolution tranquille, sur lequel nous reviendrons plus loin. Dans cette lutte, c'est la classe sans nom qui actuellement joue un rôle révolutionnaire (ce que Raymond Bachand avait bien saisi quand il a appelé à une révolution culturelle de l'austérité), c'est elle qui veut et peut tout changer, tout casser afin de refonder la société, l'économie et la culture sur de nouvelles bases. C'est elle, le regard tourné vers l'ouest et le sud, qui somme la société québécoise de se transformer au nom de son idéal d'extraversion, qui la pousse vers une plus grande intégration dans l'économie politique d'un capitalisme financiarisé où la richesse et la puissance s'accumulent à l'échelle du continent, voire de la planète. Il s'agit d'un mouvement révolutionnaire où quelques

milliers de grandes corporations prennent possession de l'essentiel de la richesse productive de l'humanité, s'approprient les ressources naturelles et sociales sur lesquelles prend appui notre mode de vie. Que cela provienne de la bouche du PDG de Pétrolia ou de Junex, par le biais d'une lettre aux lecteurs de cet ami du peuple et défenseur de la presse populaire qu'est Pierre Karl Péladeau, la litanie reste la même : laissez-nous vous déposséder sans entraves, question qu'on aie – nous, votre élite – notre part du gâteau. Un *Think big* avec les moyens du bord.

Dans ce moment clé de notre histoire, la classe moyenne et ceux qui veulent sauver les institutions sociales qui ont permis à la fois qu'elle émerge sous sa forme actuelle et son élargissement apparaissent comme foncièrement réactionnaires, un tantinet conservateurs, certainement immobilistes et frileux. C'est ainsi que le mouvement syndical, acteur clé de la Révolution tranquille et porteur de ses espoirs progressistes, ainsi que toute l'intelligentsia qui y est alliée (celle qui refuse de se plaindre dans l'extrême centre, c'est-à-dire le vide), incarne soudainement la résistance au changement, aux réformes, et est, donc, contre le progrès !

Une classe moyenne incapable de se défendre en tant que classe, un mouvement syndical et une intelligentsia pris dans la défense d'institutions qui ont fait de l'amélioration de la condition économique du salariat l'assise du progrès social et culturel, et donc qui mènent une lutte réactionnaire contre les réformes néolibérales, voilà l'aspect le plus connu de cette lutte de classes que mène l'élite sans nom contre la société de la Révolution tranquille. Voilà déjà l'une des façons dont le *nous* est clivé, par des forces qui non seulement traversent nos frontières politiques et culturelles, mais qui nous divisent comme nation.

ET ILS ONT RI AUX ÉCLATS

Montréal, Palais des congrès, printemps 2012. Ils sont plus de mille hommes et femmes d'affaires, gestionnaires, entrepreneurs et financiers à écouter le premier ministre Jean Charest présenter le détail de son Plan Nord. Pendant ce temps, ça pète devant les portes. Les pancartes cognent aux fenêtres, l'occasionnel caillou aussi, mais, surtout, le gaz lacrymogène est pulvérisé à bout portant, les coups de matraque dans le genou et dans le dos se multiplient, et les grenades assourdissantes fusent. Le bruit et l'odeur, la rumeur

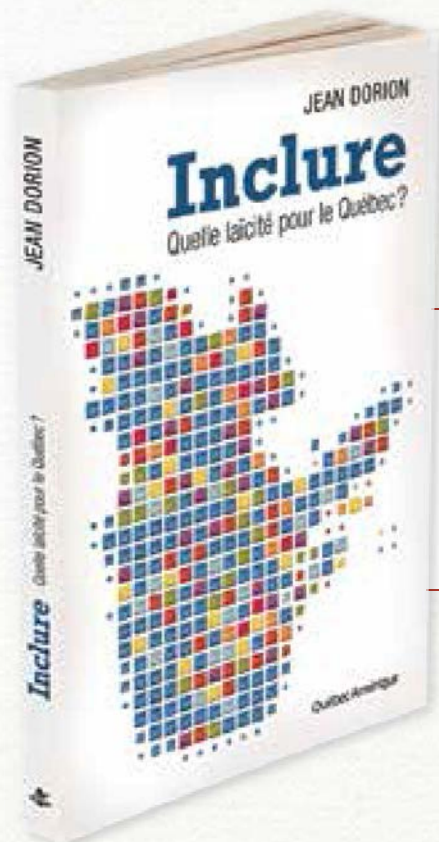
de contestation s'infiltrent jusqu'à la grande salle de conférence. Sentant l'inconfort du public, craignant certainement que naisse parmi toutes ces grandes gens le sentiment légèrement angoissant d'être assiégés, le premier ministre y va de son meilleur numéro de *stand-up*. Et le public de rire aux éclats. Pas juste quelques-uns, les quelques attachés politiques et affairistes dépendant du régime libéral, ils ont tous ri. Un grand, gras et généreux éclat, qui disait : c'est nous, le Québec ! Et eux, les carrés rouges, les pouilleux, on les enverra dans le fin fond du Nord, avec un pic et une pelle, extraire le minerai et dormir dans des camps de fortune opérés par une minière étrangère, chinoise de préférence. La gestion de la dissidence, y connaissent ça, les Chinois !

Si, avant ce discours, nous n'avions pas une classe dirigeante unifiée, dans le sens fort du terme, une élite économique liée par un même rapport à l'accumulation, une même économie politique – extraction, extraversion, dépossession –, une élite partageant les mêmes repères culturels et politiques, le même sens de l'hégémonie et le même projet historique, par ce rire collectif elle s'est reconnue, elle a pris conscience d'elle-même, de sa puissance, de son unité et de sa cohésion. Le grand historien des classes sociales, E. P. Thompson, a toujours argué que l'identité de classe se forge lors des grands conflits sociaux. Il a oublié d'ajouter que cela vaut autant pour les classes subalternes que pour les dominantes.

Quelques mois plus tard, au lendemain des élections de septembre 2012, les timides avancées progressistes du Parti québécois se buteront d'ailleurs directement contre cette puissance économique unifiée. Il suffira de quelques semaines pour parvenir à neutraliser de diverses manières les éléments trop radicaux de ce parti du centre qui a osé pencher à gauche et vers l'écologie. Le PQ normalisé, capturé par les lobbys d'affaires, deviendra rapidement le chantre de l'austérité fiscale et budgétaire, de l'exploitation pétrolière, des pipelines transcontinentaux et des autres aventures extractivistes dont rêve notre élite. Le peu de radicalisme que contient encore le parti sera canalisé dans le débat identitaire, beau carré de sable qui laisse indifférente l'élite dans la mesure où il ne met en danger ni l'unité canadienne ni le régime d'économie politique sur lequel repose la dépossession.

Cette année, nous avons fait de belles rencontres... Actress, Agor, Paul Ahmarani, Anita Alvarez de Toledo, Arthur H, Cory Arcangel, AroarA, Ingrid Bachmann, Jef Barbara, Jimmy Beaulieu, Joe Becker, Casey Benjamin, Tyrone Benskin, Nicolas Bernier, Mykki Blanco, Blue Hawaii, Bombino, Céline Bonnier, Boogat, Dany Boudreau, 2BoysTV, Braids, Marie Brassard, Andrew Bravener, Alexandre Burton, William Butler, Win Butler, Byetone, Cadence Weapon, Sophie Cadieux, Maxime Carbonneau, Andrew Carney, Laura Cetillia, CFCE, Régine Chassagne, Jean Chrétien, Fabien Cloutier, Complexgeometries, Carle Coppens, Frédéric Corbet, Denis Côté, Marc Côté, Shawn Cotton, Andy Couchman, Gabriel Coutu-Dumont, Guillaume Coutu-Dumont, François Delisle, Thomas Demand, T.J. Demos, D'Eon, Sophie Desmarais, Rosalyn Deutsch, Caroline Dhavernas, Seb Diamond, DJ Chuck, DJ Dez Andrés, DJ Guilty, DJ JS1, DJ Windows 95, Érick D'Orion, Lucky Dragons, Matthieu Dugal, Roy Dupuis, Agnieszka Dziubak, Martin Époque, Bruce Ferguson, Andrew Floyd, Foxtrott, Michael Fried, Clara Furey, Lewis Furey, Denis Gagnon, Ying Gao, Jeremy Gara, Monique Giroux, Gizmo, Philip Glass, Petra Glynt, Golf Wang, Leah Gordon, Juliette Gosselin, Mathieu Gosselin, Joe Grass, Tony Guerrero, Andrew Gunadie, Tony Hawk, Ame Henderson, Melissa Hetu, Darsha Hewitt, High Klassified, Seth Horvitz, Rad Hourani, James Hyndman, Ryoji Ikeda, Mathieu Jacques, Jealous Lovers, Michaëlle Jean, France Jobin, Jorane, Steve Jordan, Camélia Jordana, Kalmunity, Karneef, Tim Kingsbury, Ted Kotcheff, Tommy Kruise, Pierre Kwenders, Marc Labrèche, Simon Lacroix, Stéphane Lafleur, David LaFrance, Émilie Laforest, Jeremy Laing, Rapahëlle Lalande, Bastien Lallemant, Christophe Lamarche-Ledoux, Nicolas Langelier, Maria Lantin, Claude Lamothe, Pierre Lapointe, Martin Laroche, David Latreille, Carole Laure, Chris Lavis, Simon Lavoie, Jocelyn Lebeau, Anthony Lemke, Magalie Lépine-Blondeau, Jason E. Lewis, Emanuel Licha, Philomène Longpré, Jean-Claude Lord, Rafael Lozano-Hemmer, Lunice, John Lurie, Lyn, Guy Maddin, Roger Malina, Dr. Erin Manning, Joseph Marchand, Ryan Martel, Bruce McDonald, Mike McGill, Martin Messier, Jérôme Minière, Sarah MK, Ariane Moffatt, Organ Mood, Renata Morales, Sylvie Moreau, Robert Morin, David Morris, Vincent Morisset, Rodney Mullen, Gaétan Nadeau, JP Nataf, Louis Negin, Sarah Neufeld, Kim Nguyen, Nohista, Nom de Plume, Ed O'Brien, Rafael Ouellet, Paula, Jean-Gabriel Périot, Arielle de Pinto, Denis Poulin, Prison Garde, Alexandre Quessy, Quatuor Bozzini, Radio Radio, Rahzel, Nelly-Ève Rajotte, Random Recipe, Richard Reed Perry, Godfrey Reggio, Eric Raymond, Catherine Richards, Chloé Robichaud, Éric Robidoux, Martha Rosler, Dr. Heather Ross, Mathieu Roy, Ryan Playground, RZA, The Salvation Army, Andréanne Sasseville, Marika Shaw, Dr. Margrit Shildrick, Albin de la Simone, Sir Coates, Snarky Puppy, SteveJR, Ernstalbrecht Stielber, Leila Sujir, Maciek Szczerbowski, Tchukon, Nell Tenhaaf, Three Metre Day, Alvarez de Toledo, Tonstartssbandht, Victor Andres Trelles-Turgeon, Slim Twig, U.S. Girls, Misteur Valaire, Karine Vanasse, Martin Villeneuve, Sha Xin Wei, Wim Wenders, Slim Williams, Alexa Wright, Krzysztof Wodiczko, Young Paris... **et ça ne fait que commencer.**

MAINTENANT EN LIBRAIRIE



JEAN DORION

INCLURE

Quelle laïcité pour le Québec ?

« Ou bien le Québec français fera l'effort nécessaire pour élargir sa définition de lui-même en acceptant sa propre diversité croissante, ou bien il se résignera à se réduire à une minorité ethnique plutôt que de s'élever au rang de nation. »

– Jean Dorion

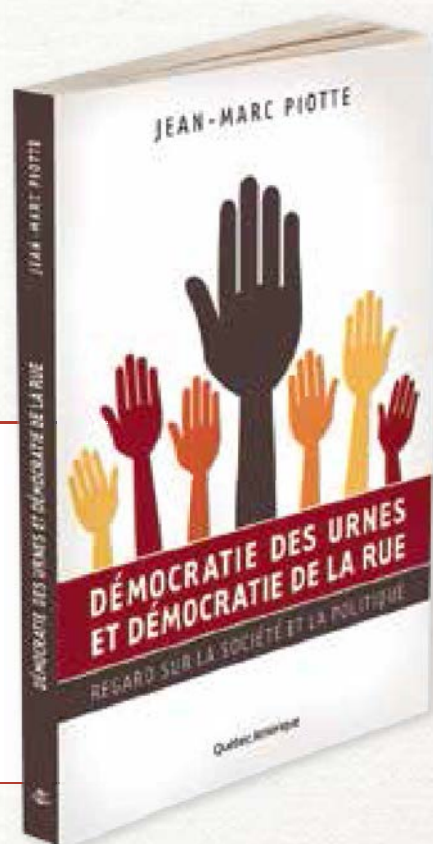
JEAN-MARC PIOTTE

DÉMOCRATIE DES URNES ET DÉMOCRATIE DE LA RUE

Regard sur la société et la politique

« Ces trois valeurs [la liberté, l'égalité et la solidarité], dans leurs relations et leurs oppositions, ont animé les mouvements sociaux qui ont fait l'histoire depuis la modernité. Elles n'étaient pas présentes dans les siècles passés, n'ont pas pénétré toutes les sociétés contemporaines et peuvent disparaître dans les siècles à venir. Elles ne sont donc pas universelles. Mais elles sont miennes. »

– Jean-Marc Potte



Québec Amérique
quebec-amerique.com

UNE ÉLITE DE LA DÉPOSSESSION

Essayons de comprendre comment l'élite domine, accumule la richesse et exerce son hégémonie et quels sont les projets de cette classe dominante pour le Québec. À sa manière, elle partage avec toutes les classes dominantes un désir de voir sa puissance reconnue, mais aussi sa magnanimité, sa grandeur et son sens du devoir envers la culture, la société et l'histoire. Fondations, bénévolat, avancement de causes socialement respectables, mécénat, commandites; les arts, la culture, l'éducation et l'intervention communautaire portent de plus en plus la marque d'une élite qui tient à associer son nom à ce qui apparaît comme juste et bon, alors même que le financement public recule. Espérons qu'elle a bon goût, notre élite! Souhaitons-lui d'accumuler assez de capital culturel, une bonne dose d'éthique, car c'est elle qui, de plus en plus, déterminera nos politiques culturelles et sociales dans le cadre de ce bel arrangement gagnant-gagnant qu'est le partenariat public-privé.

Mais ne laissons pas cette honnête quête de légitimité nous distraire de notre enquête. La puissance de l'élite repose essentiellement sur des pratiques de *dépossession économique*. Tout *wannabe* capitaliste doit exploiter pour accumuler et maintenir ou, mieux, agrandir son empire, que ce capitaliste soit une personne en chair et en os ou une organisation, une personne morale incorporée. Il s'agit idéalement d'une alliance entre les deux, un pacte gagnant-gagnant entre la personne de chair et la morale, par exemple Alain Bouchard et Alimentation Couche-Tard, ou Pierre Karl Péladeau et Québecor. Il n'y pas dix mille choses que l'on peut exploiter, comme capitaliste, pour se reproduire et élargir sa puissance économique. Soit on exploite la force de travail, c'est-à-dire la société, soit on exploite des ressources naturelles, c'est-à-dire la nature. Mais pour qu'un capitaliste ose investir dans une aventure productive, il faut garantir la possibilité que l'une ou l'autre chose puisse devenir propriété privée. Tout capitaliste vous le dira, peut-être de manière moins ingénue qu'un député de la CAQ, c'est ainsi qu'on crée de la richesse, mais, ils n'oseront pas le préciser, dans ce type d'économie seulement. Avant de créer de la richesse, il y a donc une étape préalable névralgique, centrale: rendre disponible ce

qui sera exploité. Les ressources et les travailleurs doivent être libérés des entraves qui limitent leur appropriation par les capitalistes en chair ou en organigrammes. C'est ce que nous appelons ici, empruntant un terme du géographe britannique David Harvey, qui a eu le malheur d'être marxiste pendant l'ère Thatcher, la dépossession. Libérer le travail, directement ou indirectement, c'est garantir l'accès à une main-d'œuvre docile, mais formée, dont le coût d'acquisition et d'exploitation est concurrentiel. Ensuite, c'est garantir le droit absolu d'appropriation du fruit du travail de cette main-d'œuvre, que ce fruit soit tangible, comme un objet ou un service, ou intangible, comme une idée ou un symbole. Moins il y a de limites sociales dans l'accès, l'usage et la disposition de la main-d'œuvre, plus longtemps on pourra jouir de la mainmise sur les fruits du travail, plus intense sera l'exploitation. La dépossession est non seulement la condition de l'exploitation, mais elle l'accompagne et la renforce. La même chose peut être dite de la nature. Pour l'exploiter, il faut au préalable libérer les ressources qu'elle contient en codifiant le droit de leur appropriation. Il n'y a pas, dans les molécules d'hydrocarbures que nous appelons gaz de schiste ou pétrole de schiste, une once, un milligramme, une mole d'atome de propriété privée. Elles deviennent appropriables, exploitables, par le biais d'institutions sociales qui autorisent leur extraction. Or, une fâcheuse conséquence de la Révolution tranquille, et du développement de la social-démocratie en général, a été les limites que les États et les mouvements sociaux ont imposées aux capitalistes de tout crin pendant la période allant de 1945 à 1980. Ces limites, d'abord imposées par le mouvement syndical, ont été relayées par le droit du travail, celui-ci appuyé par la protection sociale contre le chômage et la pauvreté. À partir des années soixante-dix, les mouvements sociaux et les états ont en plus créé des limites environnementales et, finalement, scandale des scandales, nationalisé des pans entiers de l'économie, développé le secteur public, avec pour conséquence de sortir ces secteurs, ces ressources, cette main-d'œuvre du domaine de l'appropriable. Tous ces développements ont eu comme résultat de limiter, de circonscrire et même d'amenuiser le pouvoir économique des capitalistes pendant ce qui fut, paradoxalement, une période de grande croissance

économique et d'enrichissement collectif. Le néolibéralisme peut tout simplement être interprété comme un long travail de restauration du pouvoir capitaliste d'avant l'État-providence, le pouvoir des syndicats, la réglementation environnementale, la propriété collective des ressources naturelles et leur exploitation publique pour le bien de la société et non pour quelques personnes physiques ou morales. C'est ce que nous appelons la dépossession, la lutte constante de l'élite pour libérer la force de travail et la nature des limites culturelles et

Il n'y a pas, dans
les molécules
d'hydrocarbures que
nous appelons gaz
de schiste, une once,
un milligramme, une
mole d'atome de
propriété privée.

sociopolitiques de leur exploitation. On a l'habitude, salariés ou travailleurs indépendants, artisans, contractuels et professionnels que nous sommes, de voir ces transformations uniquement comme des pertes: perte du droit à l'assurance chômage, du droit de négociation collective, du droit à une retraite décente, perte de tel service public, de tel parc, de tel revenu d'impôts, de telle richesse naturelle, des droits sur le sous-sol de telle île. On oublie que, vues de l'autre bout de la lorgnette, ce sont autant d'occasions d'affaires pour une élite vers laquelle est ainsi chaque fois transférée un peu plus de puissance économique.

Une dernière note à ce propos. L'accumulation par dépossession libère de nouvelles ressources naturelles ou sociales qui autrement ne seraient pas appropriables (pensons à Anticosti), elle libère de la valeur du travail en fragilisant les conditions de vie des salariés, crée des possibilités de profits, de rendements accrus. Or, la théorie classique de l'économie explique qu'afin de tirer plus de valeur du travail ou de la nature, il faut intensifier la façon dont on l'exploite en investissant dans de meilleures machines, dans de meilleurs procédés industriels. C'est ce qu'on attend des capitalistes, qu'ils

investissent, qu'ils innovent. Mais dans une économie qui tourne au ralenti, où l'investissement qui multiplie la valeur du travail ou de la nature est faible et moribond, seule l'accumulation par dépossession permet d'augmenter les profits, de faire croître les entreprises, d'élargir la puissance économique des capitalistes en chair et en papier. Quand on nous explique candide-ment qu'avant de partager la richesse, il faut bien la produire, rappelons-nous de quelle manière elle est effectivement produite, par qui et pour qui, dans l'économie actuelle.

LE NOUS DE LA RÉVOLUTION TRANQUILLE ET L'IMPASSE DE LA CLASSE MOYENNE

Pendant que les uns riaient des *one-liner* de Jean Charest, les autres mobilisaient le *nous* de la Révolution tranquille pour résister au désir de changement de l'ordre social qu'imposait les libéraux. Plusieurs croyaient défendre la classe moyenne, faire avancer la société en l'élargissant à de plus en plus d'individus et ainsi prolonger l'esprit progressiste de la Révolution tranquille. J'ai la ferme conviction que la classe moyenne ne peut pas résister à la dépossession en cours, qu'elle est incapable de s'opposer effectivement à la guerre que mène notre élite, que la polarisation actuelle exige de lutter autrement. Pour explorer cela, je reviendrai sur notre histoire récente pour examiner les événements entre la fatigue culturelle du Canada français d'Aquin et la période présente, marquée par l'impasse de la classe moyenne au Québec.

La Révolution tranquille a contribué à façonner la classe moyenne, elle a fourni une partie des institutions nécessaires à sa formation, à son élargissement et elle a trouvé dans ses aspirations, ses intérêts et sa culture un vecteur de développement de l'État, de modernisation socio-économique du Québec des années soixante jusqu'à aujourd'hui. Pensons par exemple aux cégeps, à l'assurance-maladie et, plus récemment, aux congés parentaux, aux CPE et à l'équité salariale, tous ces développements apparaissaient comme un progrès social nécessaire et vertueux. Ils étaient au cœur de la formation de la classe moyenne comme réalité socio-économique, mais ils étaient aussi essentiels aux Québécois comme faits de culture et actions politiques. Le travail culturel de la Révolution tranquille a été de produire ce *nous* québécois sur les décombres de l'ancienne identité

canadienne-française, et la formation d'une nouvelle classe moyenne, moderne, salariée, élargie, majoritaire, fut au cœur de ce processus.

Mais la classe moyenne n'est pas une création soudaine de la Révolution tranquille, nous la connaissons depuis longtemps. En tant que structure centrale de la société canadienne-française, elle est la classe dominante qui parlait notre langue et partageait notre foi. Dans la mesure où la grande bourgeoisie, à quelques exceptions près, était anglo-écossaise et donc extérieure à notre culture, l'élite de notre société depuis le début du dix-neuvième siècle a été essentiellement composée d'une classe moyenne, petite-bourgeoise – clercs, notables et professionnels de ville et de villages. Celle-ci avait déjà fait l'expérience de certaines structures et de dispositions typiques qui préfiguraient la classe moyenne élargie de la Révolution tranquille. Par exemple, la mobilité sociale, soit la possibilité d'améliorer son statut en fonction de ses mérites, essentiellement grâce au système d'éducation. L'importance du projet éducatif dans la Révolution tranquille renvoie à cette expérience de mobilité sociale méritocra-

de se distinguer de celle d'en bas tout en rattrapant celle d'en haut. Une partie significative de la croissance économique des quarante dernières années a été consacrée à produire, à raffiner et à entretenir le système de distinction dans le domaine de la consommation. Tous chez Ikea? Peut-être, mais à chacun sa gamme d'électroménagers.

Alors, qu'est-ce qui a unifié la classe moyenne élargie? En bonne partie, le développement politique et économique des institutions du salariat. Les classes moyennes sont nées des luttes progressistes des travailleurs, essentiellement menées par le mouvement syndical, et dont la grève de l'amiante a été un moment clé. Ces luttes ont visé la reconnaissance de la dignité et de la liberté des classes laborieuses, en un long mouvement qui a vu naître le droit du travail, une protection sociale rattachée à la condition salariale. Elles ont conduit à la capacité d'arracher aux employeurs en industrie des salaires décentes, de les faire progresser selon l'augmentation de la productivité de la *shop* et d'acquérir une certaine stabilité d'emploi. Elles ont aussi entraîné la limitation et la régularisation des heures de travail, l'accès à une retraite

Tout ralentissement de la consommation des ménages, toute hésitation dans l'industrie de la construction, tout ralentissement de l'étalement des centres d'achat sont, dans l'économie actuelle, catastrophiques.

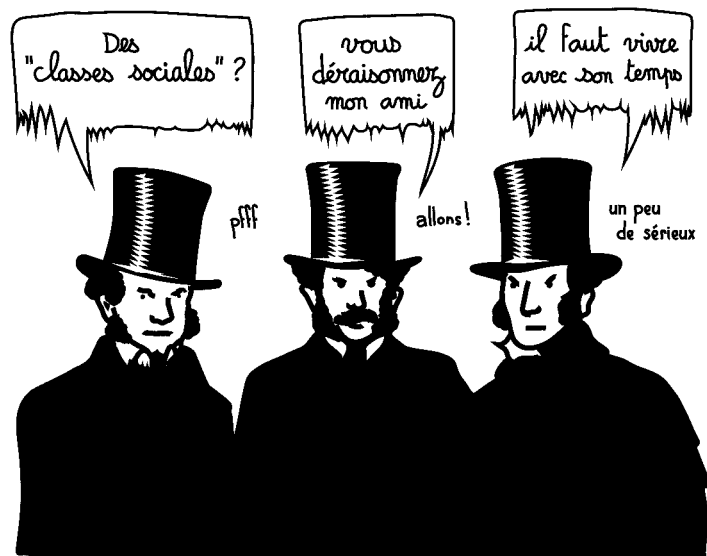
tique de même qu'à l'acquisition d'un statut légitime via une éducation qui sort l'individu des limites de sa classe.

Ce qui caractérise donc notre classe moyenne élargie par rapport à la classe moyenne restreinte de la société canadienne-française, c'est qu'elle s'est formée par l'absorption lente, mais systématique de la classe ouvrière et des classes rurales paupérisées pour former un tout unifié, mais stratifié. Un même éthos, mais que de distinctions! Le principe de la distinction est d'ailleurs au cœur de la culture de la classe moyenne, chaque couche cherchant jalousement le moyen

décente, la protection contre le chômage, la possibilité même d'échanger son col bleu pour un blanc et de «gravir les échelons», une expression qui aujourd'hui ne veut plus dire grand-chose. Voilà comment s'est soudainement réorganisée la culture économique du capitalisme avancé pendant la deuxième moitié du vingtième siècle. Par le biais de l'intervention de l'État québécois et canadien, et par le travail tenace du mouvement syndical, cette culture s'est répandue, depuis le cœur industriel de notre économie, vers un nombre de plus en plus grand de secteurs, au point où même le serveur de restaurant, l'employé de gaz-bar

et la caissière d'épicerie pouvaient, grâce aux institutions du salariat, prétendre faire partie de la classe moyenne. Avoir une job stable était la condition de participation à cette culture; aller à l'école, la clé de l'accès à un poste qu'on «méritait», et le mérite se traduisait par une place dans l'échelle des revenus, qui ouvrait la voie à un tout autre univers de consommation. Travaillez plus fort, persévérez dans votre emploi ou étudiez plus longtemps, et vous allez pouvoir gravir les échelons. La mobilité qui permet de se hisser dans l'échelle de la distinction et de l'abondance était à la portée de tous. Plus profondément, du point de vue de l'éthos de la classe moyenne élargie, les échelons étaient uniquement distribués selon le principe du mérite, il n'y avait pas de plafond, on n'était plus né pour un petit pain. Le dernier obstacle (pour les hommes) a été levé par la loi 101. Plus besoin de jouer à l'Anglais pour être boss. Le travail et les luttes qui ont contribué à former la classe moyenne élargie participent donc également de la formation de l'identité québécoise. Les deux sont difficilement dissociables, le *nous* de la Révolution tranquille renvoie au *nous* de la classe moyenne et vice-versa.

L'institution du salariat correspond aussi à une redéfinition profonde de la culture ordinaire, du quotidien, et de la façon dont se construisent les individus selon une logique qui n'est pas particulièrement québécoise, mais qui a plutôt été nord-américaine, se développant par l'accès à la consommation de masse et la culture d'abondance matérielle qu'elle a engendrée. S'il y a une caractéristique qu'on oublie de mentionner dans la représentation de la culture populaire canadienne-française comme un «bon vieux temps», c'est l'omniprésence de la rareté, de la disette, du manque. Il s'agissait d'une culture de la survivance identitaire, mais aussi matérielle. La génération qui a grandi pendant l'après-guerre, qui a accédé à la classe moyenne et à la consommation de masse a grandi avec des parents ayant connu la crise et deux guerres. Cette génération avait une pleine conscience d'être sortie de la survivance, elle savait qu'elle pouvait tourner le dos à la peur de manquer du nécessaire et embrasser avec enthousiasme l'abondance. On ne doit pas sous-estimer l'importance de cette révolution culturelle ni la folkloriser pour la faire cadrer dans l'actuelle esthétique *hipster*. Le magasin à grande surface, le centre



d'achat, la maison unifamiliale dans sa banlieue, le driveway pavé avec deux chars dans le garage, la tondeuse à gazon et le taille-haie symbolisent la rupture avec un quotidien où le manque n'était jamais très loin. En deux générations, nous avons vécu un basculement abrupt et sans médiation d'une culture de subsistance marquée par le spectre de la sous-consommation vers une nouvelle culture de surconsommation, et l'identité québécoise s'est aussi formée autour de cette rupture.

La soudaine abondance et la culture de surconsommation ne sont pas tombées du ciel comme la divine récompense d'un peuple jusque-là pieux et modeste. Elles faisaient l'affaire des grandes entreprises, car elles agissaient comme un régulateur essentiel du capitalisme d'après-guerre, assurant que le surplus systématique généré par l'économie soit absorbé sous forme de consommation de masse plutôt que détruit dans de violentes crises commerciales ou de grandes guerres, comme ça avait été le cas dans la première moitié du vingtième siècle. Marquée par la consommation de masse, la classe moyenne s'est élargie en parallèle avec l'expansion continue de la sphère de consommation de masse à l'intérieur de la société et dans le quotidien. Le basculement émancipateur de la peur du manque vers l'abondance fut rejoué année

après année à mesure que le capitalisme de la surproduction de masse inventait de nouvelles marchandises qui, soudainement, dans notre vie quotidienne, devenaient des objets essentiels. Phonographe, puis chaîne stéréo, lecteur huit pistes dans l'auto, Walkman, puis iPod et téléphone intelligent, voilà l'une des façons de lire le progrès. Chaque objet a été, le temps que se manifeste son obsolescence, non seulement accessible mais *nécessaire*. L'élargissement continu de la consommation a modelé le salarié type, qui aurait pu développer une identité très différente. La culture de la nouvelle classe moyenne qui a résulté de cette conjonction de forces sociales et économiques a produit un individu dont les activités quotidiennes sont devenues de plus en plus dépendantes de la consommation, au point où l'acquisition prit valeur de plaisir, parce qu'elle permettait de vivre intensément l'abondance. Cette culture a aussi été marquée par un refoulement constant de la capacité à produire des individus capables d'avoir des activités à l'extérieur de l'emploi et du travail formel, au point où, aujourd'hui, cuisiner un repas à partir d'ingrédients de base ou monter un meuble préfabriqué est présenté comme un exploit, où l'émancipation a été absorbée par l'imaginaire de la surconsommation. Se porter, donc, à la défense de la

classe moyenne élargie a ainsi équivalu à défendre une capacité de consommation, un pouvoir d'achat, et le type de croissance économique qui l'accompagne : travaillons mieux, produisons plus, consommons plus et partageons plus, de manière à étendre les assises de sa classe, voilà tout ce que peut vouloir la classe moyenne. On aboutira à une société obsédée par le plein-emploi et la croissance économique mais peu soucieuse de la qualité de ce qu'elle produit et du monde qui en résulte, faisant de l'étalement de sa laideur son principe de développement.

L'IMPASSE DE LA CLASSE MOYENNE QUÉBÉCOISE

Adossée contre les institutions du salariat, la classe moyenne élargie s'est développée dans l'univers fantaisiste et magique de la consommation, mais elle a oublié que c'est à titre de producteur qu'elle a acquis sa dignité, sa sécurité et a su imposer au capitalisme un principe de solidarité. Frappée d'amnésie, elle a perdu la faculté même de s'identifier aux institutions du salariat. Au contraire, elle raille contre l'immobilisme et le gauchisme des syndicats, peste contre l'impôt sur le revenu, principe de base de notre économie du partage de la richesse. Elle dénonce les privilèges des travailleurs du secteur public plutôt que d'exiger la parité, elle exige que le monde enchanté de la consommation fonctionne sans interruption, que le principe de la surabondance du médiocre soit radicalisé, mais n'a que faire des travailleurs précaires qui peuplent les grandes surfaces, où tout s'achète au meilleur prix, ni des chômeurs de longue durée qui ont perdu leur emploi dans la manufacture du coin parce que ça coûte moins cher de faire fabriquer en Chine. Elle est incapable de lutter contre l'élite de la dépossession parce que, si elle lutte, elle ne luttera pas contre le pôle opposé, elle luttera contre elle-même.

Notre élite a le beau jeu. La dépossession enfonce un coin entre les deux pôles de la classe moyenne. D'un côté, elle s'en prend directement aux institutions du salariat, elle fragilise, insécurise, précarise et radicalise la soumission des individus à l'univers du travail, arrache des circuits de l'impôt d'immenses flux de revenus qui ne seront plus redistribués, réduit la protection sociale en augmentant ainsi le nombre de personnes qui sont contraintes de travailler pour survivre, rendant tous les individus

dépendants de ces emplois qu'elle a le privilège de distribuer à des conditions qui sont les siennes et qui servent le mieux ses objectifs d'accumulation. Il n'y plus de rapport de force. Nos aïeux qui ont fait le mouvement de grève d'Asbestos ne seraient pas fiers de nous. De l'autre côté, alors que les salaires stagnent, que les gens travaillent de plus en plus pour arriver à joindre les deux bouts, qu'une famille a besoin de deux salaires et demi pour vivre selon ses standards, qu'il devient difficile, sinon impossible pour la majorité de prévoir au-delà de quelques mois ses entrées de revenus, la croissance économique du capitalisme repose toujours sur la surconsommation de la classe moyenne élargie. Tout ralentissement de la consommation des ménages, toute hésitation dans l'industrie de la construction, tout ralentissement de l'étalement des centres d'achat, banlieues et autoroutes sont, dans l'économie actuelle, catastrophiques. Ayant basculé il y a quatre générations de la survivance à l'abondance, dans notre culture, sauf à la marge, nous sommes incapables

Le québécois de la classe moyenne possède un outil conforme à sa culture de dépossédé pour faire face à l'incertitude : la carte de crédit.

de nous représenter la rareté, le manque dans le quotidien. Tout cela a été relayé dans les profondeurs de notre inconscient collectif, il ne reste que l'angoisse sourde de l'incertain. Ayant perdu l'éthos lui donnant la capacité de faire face à cette incertitude de manière collective, en mettant en branle des mécanismes de régulation économique par la solidarité, le québécois de la classe moyenne possède un outil tout à fait conforme à sa culture de dépossédé pour faire face à l'incertitude : la carte de crédit. Pas besoin de demander de l'aide, d'implorer la bonne volonté du voisin ou de fonder des relations d'entraide et de réciprocité qui mobiliseraient la communauté. Pas besoin non plus de mobiliser les collègues pour se

préparer à un difficile conflit ou d'avoir l'audace d'imposer de nouveaux mécanismes politiques de solidarisation. Non, ni recours au collectif ni rupture avec l'ordre établi ne sont nécessaires, il s'agit tout simplement de sortir la carte du portefeuille, au pire de téléphoner à un représentant anonyme pour augmenter sa marge de crédit, et pouf, le brouillard de l'incertitude se dissipe et le monde de la surabondance miroite de nouveau.

Difficile, dans ces conditions, d'imaginer que la lutte des classes qui marque et marquera l'avenir du Québec puisse se faire entre la classe moyenne et la classe sans nom. Et pourtant, il le faudra.

LA SOUVERAINETÉ ET LES DÉPOSSESSIONS

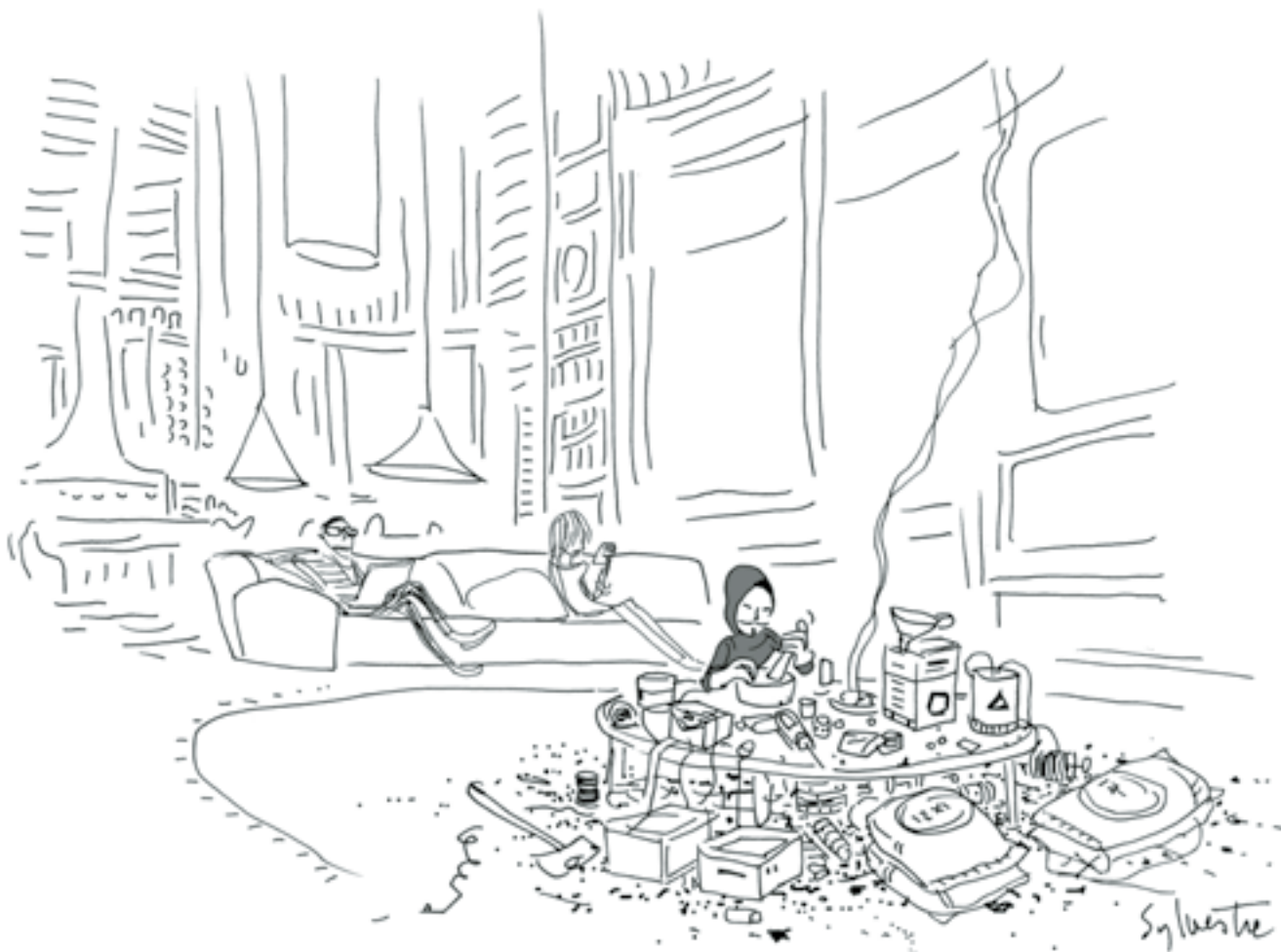
La reconnaissance de la lutte de classes confronte notre société à ses propres contradictions et à ses propres conflits sociaux. Ce n'est pas *them* qui nous dépossèdent, mais notre élite. Consciente maintenant de son unité, elle est capable de dépasser les anciens clivages insurmontables qui contraignaient chaque faction à s'allier avec certaines forces progressistes. Fédéralistes et indépendantistes luttent ensemble contre la société de la Révolution tranquille pour l'intégration du Québec dans le tissu économique du continent et dans l'économie mondiale. Ils acceptent le principe d'alternance entre rouge et bleu tant que celui-ci ne met pas en danger le principe de dépossession sur lequel se base leur puissance commune. Le clivage social, la polarisation qui en résulte, nous place donc face à nous-mêmes comme société, sans tiers extérieur sur lequel il serait possible de reporter nos contradictions. Ils exigent que nous agissions en société souveraine. Il y a un demi-siècle, nous voulions être maîtres chez nous, nous l'avons été et, collectivement, cela a bousculé beaucoup de choses, mais pas trop. Juste assez pour faire de la société québécoise une société articulée autour de la classe moyenne salariée. Nous assistons aujourd'hui à l'émergence des maîtres chez nous. Ils croissent, grandissent en détruisant les bases politiques et économiques qui ont fait cette société, alors même qu'ils souhaitent à tout prix maintenir l'éthos et la culture économique de la classe moyenne : surconsommez ce que nous surproduisons, mais sans l'éthos de solidarité politique qui a rendu possible son élargissement dans le principe de l'intégration sociale.

L'avenir de la culture québécoise repose en grande partie sur la réponse qui sera donnée à cette contradiction. Et qui va répondre est peut-être plus déterminant que le contenu de la réponse, qui, elle, ne sera pas définitive, mais dépendra du mouvement de l'histoire. On peut facilement deviner que deux fractions régressives de la classe moyenne vont s'entre-déchirer. L'une menant sa lutte à côté de l'élite, poussant plus loin la politique de la dépossession pour réduire ses impôts, casser les syndicats, faire reculer l'État, et l'autre s'accrochant à ce qui reste de la puissance collective des salariés pour maintenir coûte que coûte un pouvoir d'achat lui permettant de rester dans la surconsommation, mais acceptant compromis après compromis pour sauver des jobs. Les deux travaillant plus

fort que jamais, contribuant à surproduire ce qu'ils surconsommement avec les autres classes moyennes de la planète. Ou bien cette même classe moyenne élargie pourrait rompre avec son éthos et affirmer un principe de souveraineté contre celui de la dépossession.

Le mouvement historique de la souveraineté a consisté, dans l'élan donné par la Révolution tranquille, en un grand effort de rattrapage. Fatigués, nous avons accumulé retards culturels et économiques. Nous devons rattraper le niveau de vie, de productivité, d'organisation économique, d'entrepreneuriat, de formation de nos voisins immédiats sur le continent. Toute notre énergie collective, notre inventivité et notre détermination ont été consacrées à ce projet. Si la souveraineté a aujourd'hui un sens,

elle ne peut consister en un tel rattrapage, cela condamnerait certainement la société et la culture québécoise à s'abolir dans le capitalisme nord-américain. Le contexte actuel exige non pas un rattrapage, mais un dépassement des contradictions que nous partageons avec ces sociétés. La lutte pour l'affirmation d'une souveraineté pleine et entière ne pourra être menée ni par la classe moyenne ni en son nom, elle devra s'ancrer dans une critique de son éthos et de sa culture tout en valorisant les institutions du salariat qui nous ont libérés de la survivance, nous donnant dignité et sécurité. Cinquante ans plus tard, il est peut-être temps de faire autre chose avec la liberté que nous ont donnée ces institutions. **L**



« Bon, on a assez niaisé, il faut lui trouver un nom. »